

## 2

# Démocratie et citoyenneté

« La société appartient aux citoyens. Le gouvernement est constitué par le peuple. Le peuple, c'est tout simplement vous et moi. »  
Un zimbabwéen<sup>1</sup>

« En tant que citoyens, nous sommes responsables de la manière dont nous sommes gouvernés. L'enjeu principal est . . . d'élargir la participation des citoyens, . . . notamment dans la prise de décisions sur les questions vitales de sécurité, de paix et de défense. »  
Marina Liborakina », militante russe<sup>2</sup>

Il est difficile de parler de peuple, de pouvoir et de politique sans débattre de la citoyenneté et de la démocratie. Tout comme le plaidoyer, ce sont des concepts très controversés. Toutefois, pour une planification et une action de plaidoyer efficaces, il est essentiel de se pencher quelque peu sur leur signification. Ces concepts permettent de définir le type de système politique auquel nous aspirons, les rôles que nous souhaiterions y tenir, ainsi que les droits et les responsabilités que nous aimerions y avoir. Dans ce chapitre, nous analysons les différences conceptuelles qui ont servi d'approche à ce Guide sur le plaidoyer. Il y est également proposé des exercices pour orienter nos propres discussions sur la citoyenneté et la démocratie. Nous trouverons des exercices supplémentaires au chapitre 7.

## La démocratie dans un monde en évolution

Les nombreuses mutations que connaît le monde élargissent et remodelent les formes d'organisations sociales et modifient les processus de prises de décisions. Pour relever les défis du changement, partisans du plaidoyer et organisateurs peuvent juger utile de réexaminer la place de la démocratie et de la citoyenneté dans leurs actions.

De nombreux pays ont entrepris des réformes très intéressantes, associant les citoyens aux processus politiques. Certains gouvernements autoritaires ont été renversés, notamment dans des pays tels que les Philippines et l'Afrique du Sud. D'autres gouvernements ont pris des me-

sures significatives pour intégrer les femmes ou certains groupes marginalisés à la vie publique. Le Brésil, la Bolivie et la Thaïlande ont voté des lois sur la participation du peuple à l'élaboration des politiques. Des élections plus équitables ont eu lieu sans violence dans des douzaines de pays où les populations ont voté pour la première fois.

Mais le chemin est encore long entre des élections réussies et des gouvernements responsables. La société civile continue de se battre pour obtenir une voix légitime et favoriser l'émergence de dirigeants honnêtes et engagés à guider le processus. À mesure que la mondialisation économique modifie le terrain du développement économique et le pouvoir des gouvernements nationaux, il devient plus difficile d'améliorer les structures et les relations politiques.

« La transition vers la démocratie est le récit de l'exclusion des femmes. Nous avons besoin d'une nouvelle géographie qui prévoie de l'espace pour les femmes. Ce nouvel espace que les femmes recherchent devra permettre une négociation entre ceux qui détiennent le pouvoir et ceux qui en sont privés. »

*Aminata Diaw<sup>3</sup>*

### Les défis de la gouvernance démocratique

Dans *Citizens and Governance : Civil Society in the New Millennium*, la Fondation du Commonwealth et Civicus énumèrent certaines des difficultés de la gouvernance démocratique.

« À la fin de la Seconde guerre mondiale, de nouveaux pays indépendants ont essayé de consolider leurs efforts de développement national. Durant la seconde moitié du vingtième siècle, les pouvoirs et les responsabilités des États-nations ont atteint des niveaux considérables. Cependant, ... ces États-nations se retrouvent assiégés. Les forces de la mondialisation prennent le contrôle du développement économique, hors de leur portée. Les entreprises transnationales et les marchés de capitaux mondiaux déterminent de plus en plus les priorités économiques. Les institutions financières internationales jouent un rôle majeur dans la formulation des décisions relatives au commerce, à l'économie et au développement.

« La révolution dans le domaine des technologies de l'information et des télécommunications a apporté une autre dimension à la mondialisation. . . . Ce que certains possèdent, ou ne possèdent pas, est plus visible et mieux connu des autres. . . . Mais le réseau n'est pas mondial : les peuples, les pays et les régions qui n'y ont pas accès deviennent marginalisés et sont distancés. . . .

« Les attentes universelles en matière d'amélioration des conditions de vie poussent de plus en plus les gouvernements à tenir leurs promesses. Or, en même temps, les gouvernements se retrouvent eux-mêmes avec des ressources et des capacités limitées pour faire face à ces attentes de manière satisfaisante.

« En outre, l'humanité fait face à de nouveaux problèmes qui dépassent les frontières des nations-États. Le terrorisme, la drogue, le VIH/SIDA, la dégradation des ressources naturelles, l'émigration, les « politiques identitaires » ethniques et nationalistes, ainsi que l'extrémisme religieux sont aujourd'hui répandus. Tous ces problèmes exigent des solutions transfrontalières. Or les institutions en place aux niveaux national et international, conçues il y a cinquante ans, s'avèrent inadaptées pour résoudre ces nouveaux problèmes.

« . . . un large éventail de nouveaux acteurs du développement émanant de la société civile ont émergé. Il s'agit d'ONG, d'organisations féminines, de coopératives, de groupements d'entraide et d'une multitude d'autres formes d'organisations de la société civile, aussi bien laïques que religieuses. Davantage de ressources humaines et financières vont à ces organisations. Leurs expériences et capacités sont de plus en plus utilisées par des organismes gouvernementaux et intergouvernementaux. Elles gagnent de plus en plus d'attention, de visibilité et d'influence. Parallèlement, on attend que les citoyens réagissent et on les exhorte à jouer leur rôle dans le développement. »

Commonwealth Foundation and Civicus, *The Way Forward: Citizens, Civil Society and Governance in the New Millennium*. London: Commonwealth Foundation, 1999.

## Débat autour de la démocratie

Bien que les réformes politiques démocratiques aient été bien accueillies, elles ont entraîné d'autres types de changements, qui ont eu des effets catastrophiques sur certaines franges de la population, notamment les marginalisés. Ces effets politiques et économiques négatifs ont sensibilisé de nombreuses organisations internationales, stimulant l'analyse et la réflexion.

La citation suivante de l'IED-UK<sup>4</sup> (Institute for Environment and Development) résume cette analyse :

« Dans de nombreux pays, la démocratie représentative a été sévèrement critiquée pour son incapacité à protéger les intérêts des citoyens. Souvent, les groupes marginalisés du Nord tout comme ceux du Sud ne participent pas efficacement à cette démocratie représentative. Les pauvres sont souvent mal organisés et mal servis par les organisations qui mobilisent leurs votes et prétendent représenter leurs intérêts. La crise de légitimité à laquelle font face les institutions aux yeux des populations pauvres (et d'un nombre croissant de citoyens à revenu moyen) est aujourd'hui largement documentée. S'inspirant de la recherche participative dans 23 pays, le récent rapport « Consultations with the poor », rédigé [par la Banque mondiale] pour le World Development Report 2001, arrive à la conclusion suivante : « Il n'est pas surprenant que les hommes et femmes pauvres manquent de confiance envers les institutions publiques même s'ils continuent à exprimer leur volonté de collaborer avec elles, sur la base de règles plus équitables. »<sup>4</sup>

La définition de la démocratie est souvent controversée chez les militants. Dans de nombreux ateliers, les participants ont refusé de se lancer dans une discussion approfondie sur la démocratie parce qu'elle provoque souvent des débats passionnés, voire houleux. Cela s'explique en partie par le fait que certaines personnes assimilent la démocratie à un modèle imposé de l'extérieur, qui ne semble pas s'adapter à la réalité de leur contexte. Cette perception se vérifie principalement dans les pays où les promesses de la démocratie ne se sont pas tenues. Cette opposition naît aussi parfois de la relation confuse qui existe entre démocratie politique et libéralisation économique. Pour certains, démocratie signifie

« économie de marché », or l'expérience des populations en la matière est mitigée et le sujet est très controversé.

Ce sont précisément ces différences de points de vue qui font que le sujet mérite d'être discuté. L'exercice suivant, *Qu'est-ce que la démocratie ?*, permet aux personnes de mieux cerner la signification et la pratique de la démocratie.

## 2

## Exercice : Qu'est-ce que la démocratie ?

## Objectif

Étudier diverses conceptions de la notion de démocratie et déterminer la manière dont nos points de vue sur la démocratie façonnent les stratégies de plaidoyer.

## Déroulement

(Durée : 1 heure)

1. Expliquons l'objectif de l'activité. Nous pouvons introduire le sujet par une discussion sur la manière dont le monde, ou un pays spécifique, a changé, ou encore en rebondissant sur l'exercice *Analyse historique du paysage politique du chapitre 7*.
2. Divisons les participants en petits groupes pour aborder trois questions :
  - Qu'est-ce que la démocratie ?
  - Quels sont les obstacles les plus difficiles à surmonter pour bâtir la démocratie ?
  - Que peut-on faire pour surmonter ces obstacles ?

**Réponses courantes à la question « Qu'est-ce que la démocratie ? »**

- La responsabilisation des dirigeants
- La volonté de la majorité
- La course au pouvoir politique
- Le droit d'exprimer ses opinions
- La liberté de faire partie d'une organisation
- Les gouvernements changent et peuvent être destitués
- L'égalité
- Les droits
- La représentation
- L'économie de marché
- L'action citoyenne
- Les élections

Réponses tirées d'ateliers en Asie et en Afrique

**Réponses courantes à la question « Obstacles à la démocratie ? »**

- La pauvreté
- L'apathie
- La corruption
- L'abus de pouvoir
- Les traditions
- Les forces internationales comme la mondialisation et le FMI
- L'absence d'évolution des partis politiques
- La discrimination
- Les inégalités : dans la réalité, les individus ne sont pas égaux
- L'intolérance
- La violence, la haine
- Les conflits
- La résistance au changement
- Le manque d'informations

**Réponses courantes à la question « Que peut-on faire ? »**

- Des systèmes obligeant les dirigeants et les responsables à parler directement aux citoyens
- Impliquer plus de citoyens dans les décisions
- Respecter la différence et les droits
- Moins de peur et de violence
- Moins de forces externes déstabilisantes
- Des dirigeants qui respectent l'éthique
- Des citoyens organisés
- Plus de ressources et d'opportunités économiques
- Plus d'informations
- Le respect de la souveraineté

3. Après 30 à 45 minutes, demandons aux participants du premier groupe de communiquer leurs réponses à tout le monde. Les deuxième et troisième groupes ne doivent ajouter que des éléments nouveaux aux réponses du premier groupe. Encourageons les participants à identifier les différences, les divergences et les points communs.
4. Synthèse : notons qu'il existe beaucoup de modèles différents et de définitions de la démocratie. Il s'agit d'un concept réinventé tous les jours par les nouveaux dirigeants et les citoyens. Nous pouvons clarifier les différences entre la libéralisation économique et la démocratie. Nous pouvons également proposer et discuter des différentes définitions de la démocratie présentées à la page suivante.

### La démocratie en théorie

Différents concepts de la démocratie orientent de manière implicite notre approche du plaidoyer et de la participation. Les définitions suivantes, tirées d'un dictionnaire sur les théories politiques, montrent quelques-unes des différences conceptuelles de base.

« **Démocratie** : forme de gouvernement dans lequel le pouvoir suprême appartient au peuple qui l'exerce directement ou par le biais de représentants élus. Ce mot vient du grec et signifie « souveraineté du peuple ». Bien que la démocratie prenne plusieurs formes, à l'heure actuelle, le concept implique généralement le pouvoir de la majorité, les droits individuels et des minorités, l'égalité des chances, l'égalité devant la loi, les droits et libertés civiques.

**Démocratie libérale** : gouvernement qui se caractérise d'une part par les deux piliers des institutions démocratiques (élections, corps législatifs représentatifs, équilibre des pouvoirs par exemple) et, d'autre part, par les protections démocratiques (libertés personnelles garanties par les dix premiers amendements de la Constitution des États-Unis par exemple). Les démocraties libérales caractérisent généralement les économies capitalistes, et mettent l'accent sur le droit à la propriété privée. Cette approche place les droits individuels au-dessus de la volonté populaire.

**Démocratie populaire** : met l'accent sur l'autonomie d'un pouvoir exercé par des citoyens libres et égaux, considère le gouvernement comme une expression de la « volonté du peuple » et cherche par conséquent à impliquer le maximum de citoyens possible. Cette approche utilise la voie électorale ou d'autres moyens, car elle peut estimer que les résultats des élections ne reflètent pas toujours la volonté populaire.

**Démocratie représentative (ou indirecte)** : forme de gouvernement dans lequel les lois sont promulguées par les représentants élus par les citoyens. Contrairement à la démocratie directe, la majorité délègue le pouvoir à une minorité désignée pour agir en son nom. La minorité est mandatée pour exercer ce pouvoir, conformément aux attentes explicites de la majorité ou en fonction du jugement personnel des représentants.

**Démocratie directe (ou participative)** : forme de gouvernement dans lequel ce sont les citoyens eux-mêmes qui prennent les décisions législatives plutôt que de déléguer ce pouvoir à des représentants élus. Elle est souvent considérée comme la « forme la plus pure de la démocratie. » Les référendums et les pétitions, auxquels tous les électeurs peuvent prendre part, constituent des exemples de démocratie directe.

**Démocratie sociale** : elle est basée sur la croyance selon laquelle... l'équité économique et l'égalité sociale peuvent être obtenues par la redistribution des richesses, dans une économie de marché mixte, au sein d'un État-providence. »

*A World of Ideas: A Dictionary of Important Theories, Concepts, Beliefs, and Thinkers de Chris Rohmann, New York : The Ballantine Publishing Group, 1999.*

## Les citoyens, « concepteurs et créateurs »<sup>5</sup>

Une discussion sur la démocratie débouche invariablement sur le sujet de la citoyenneté. Et à l'instar de la démocratie, le terme de citoyenneté est controversé. Par exemple, certains politologues soutiennent qu'un bon citoyen est celui qui affiche confiance et obéissance. Certains pensent que les personnes ordinaires manquent de jugement et de

connaissances, et doivent par conséquent s'en remettre à leurs dirigeants pour résoudre les problèmes. D'autres théoriciens soutiennent que le concept d'individu comme citoyen actif disparaît rapidement pour céder la place à l'individu consommateur.

« La citoyenneté est très liée à l'idée de démocratie. Démocratie est le prénom et citoyenneté le nom. »

Militant latino américain, 2001

« De nouvelles conceptions de la citoyenneté sociale cherchent à aller au-delà en considérant l'État comme une entité conférant des droits à ses sujets et leur imposant des devoirs. Ce faisant, elles cherchent à combler le fossé entre le citoyen et l'État en reconsidérant la citoyenneté comme un statut vécu et non conféré. . . Cette conception voit l'ensemble des citoyens comme des « concepteurs et créateurs » plutôt que comme des « utilisateurs et électeurs ». »<sup>6</sup>

En revanche, ceux qui privilégient la participation et le plaidoyer affirment que le problème n'est pas que les individus sont politiquement incompetents ou qu'ils se dispersent dans l'économie de consommation. Pour eux, le problème réside plutôt dans la concentration continue du pouvoir entre les mains d'une minorité. Cette approche considère qu'une plus grande implication du peuple dans des décisions qui le concernent pourrait améliorer le gouvernement et les conditions de vie de la population. Certains pensent que la participation du peuple est un droit élémentaire (que l'on soit « citoyen légal » ou pas), et que l'éventualité d'un engagement constructif avec le gouvernement constituerait le meilleur moyen de résoudre les conflits et les problèmes socio-économiques. Les spécialistes de l'Institute of Development Studies décrivent ci-dessus des visions actives de la citoyenneté.

La citoyenneté s'apprend par l'éducation, la socialisation, le contact avec la politique, la vie publique et les expériences quotidiennes. La promotion de la citoyenneté active chez les personnes qui ont été écartées de la politique n'est pas une tâche aisée. La citoyenneté n'est pas simplement une réponse naturelle à un espace public plus large ou à une opportunité politique. La citoyenneté, c'est bien plus que voter ou remplir des obligations publiques. Elle ne se limite pas au choix des responsables et à l'utilisation du système ; la citoyenneté implique la conception et le façonnage des structures et des règles du système.

Une vision commune de la citoyenneté est utile pour le plaidoyer. Il est également important de prendre conscience que les valeurs de la citoyenneté varient d'un contexte à un autre.

Par exemple, en Afrique du Sud, on peut définir un bon citoyen comme celui qui lutte activement contre le racisme. En Russie, un bon citoyen peut être associé au libéralisme économique, et dans ce cadre l'autonomie individuelle prévaudrait sur l'action collective. Dans les pays ayant survécu à de longues années de conflit, le bon citoyen est souvent perçu comme celui qui recherche des solutions pacifiques et la réconciliation. Dans les vieilles démocraties, où une grande partie des citoyens n'exercent pas leur droit de vote, la citoyenneté se manifeste souvent par la participation à des activités comme la surveillance bénévole de la criminalité dans les quartiers et le nettoyage collectif.

Dans tous les contextes, les conceptions variables de la citoyenneté sont marquées par des luttes qui déterminent les préoccupations légitimes qui seront prises en compte et celles qui seront exclues. De ce choix découle celui qui est considéré comme un citoyen à part entière et celui qui ne l'est pas.

Par conséquent, quel type de citoyenneté voulons-nous promouvoir ? Quelles sont les compétences, aptitudes et valeurs que cette citoyenneté exige ? Quelles sont les responsabilités de l'État ? Comment les acteurs du plaidoyer nouent-ils des alliances constructives entre le gouvernement, le secteur privé et les citoyens ? Comment pouvons-nous intégrer un tel apprentissage dans le processus du plaidoyer ? Qu'est-ce que tout cela signifie pour les organisateurs et les acteurs du plaidoyer ?

« L'idée de la participation des citoyens peut être comparée au fait de manger des épinards : personne ne s'y oppose en principe, parce que c'est bon pour la santé ». La participation des gouvernés à leur gouvernement est, en théorie, la pierre angulaire de la démocratie, une idée vénérée que pratiquement tout le monde partage avec enthousiasme. Mais lorsque les démunis définissent la participation comme la redistribution du pouvoir, le consensus américain sur le principe fondamental éclate en une multitude de courants d'opposition radicale, ethnique, idéologique et politique ».

Sherry R. Arnstein<sup>7</sup>

## Exercice : Qu'est-ce qu'un « bon » citoyen ?

2

### Objectif

Permettre aux participants d'analyser l'idée qu'ils se font d'un bon citoyen et de déterminer les responsabilités des gouvernements dans la promotion de la citoyenneté et des droits des citoyens.

### Déroulement

(Durée : 1 heure)

1. Introduisons le sujet, en expliquant que la signification de la citoyenneté fait l'objet de beaucoup de controverses.
2. Organisons les participants en petits groupes pour discuter des questions suivantes.
  - Qu'est-ce qui fait un « bon citoyen » ?
  - Que peuvent faire les gouvernements pour encourager une « bonne » citoyenneté ?
  - Que peuvent faire les citoyens pour encourager une « bonne » citoyenneté ?
3. Après 20 à 30 minutes de discussion, demandons au premier groupe de communiquer leurs réponses à tous les participants. Comme dans les exercices précédents, demandons aux autres groupes de n'ajouter que des éléments nouveaux aux réponses.
4. Synthèse : résumons les réponses des participants. Soulignons les similitudes et examinons quelques différences. Cet exercice peut être complété par celui de la page 33, qui s'intéresse de plus près aux droits et aux devoirs. Nous pouvons également introduire certaines des réflexions de la page suivante sur la citoyenneté.

Nombreux sont ceux qui, à travers le monde, n'ont jamais participé à une citoyenneté active et critique. Certaines cultures valorisent l'obéissance à l'autorité plus que la réflexion et l'action autonomes. Les militants de ces pays peuvent ne pas très bien comprendre la notion de citoyen. Les discussions sur le sens de la citoyenneté peuvent aider à l'émancipation de ceux qui cherchent à comprendre et à déterminer leur rôle de citoyens.

#### Réponses courantes à la question « Qu'est-ce qui fait un bon citoyen ? »

- Se préoccupe des autres, notamment des personnes défavorisées
- Encourage l'action et l'esprit collectif
- Respecte les autres, encourage le respect des droits de l'homme
- Joue le rôle de médiateur dans les conflits
- Encourage la tolérance
- Est confiant dans l'avènement du changement
- Est bien informé
- Participe aux affaires de la communauté et du pays
- Surveille les intérêts puissants
- Sait comment formuler des doléances
- Promeut la démocratie participative en politique, à la maison

#### Réponses courantes à la question « Que peuvent faire les gouvernements ? »

- Protéger et promouvoir les droits
- Mettre à la disposition de la population des informations claires
- Encourager la sensibilité aux différences fondées sur le sexe, l'âge, la race, etc.
- Fournir des informations compréhensibles sur les choix politiques et les résultats finaux
- Impliquer directement les citoyens dans les prises de décisions
- Assurer une éducation à la citoyenneté
- Mettre en oeuvre une action positive visant à intégrer les femmes et les personnes démunies dans le processus politique

#### Réponses courantes à la question « Que peuvent faire les citoyens ? »

- Rester bien informés sur leur communauté et sur le monde
- Encourager les personnes à œuvrer ensemble pour résoudre les problèmes
- Encourager les personnes à respecter les différences
- Contribuer à la résolution des conflits
- Éduquer les autres
- Inspirer les autres
- Organiser les autres

Réponses tirées d'ateliers en Asie, en Afrique et en ex-Union soviétique

### Histoire des concepts de citoyenneté

*La citoyenneté civile* a pris forme au XVIII<sup>e</sup> siècle en occident. Elle fait référence aux droits nécessaires à la liberté individuelle, tels que les droits à la liberté d'expression et d'association, les droits à la propriété et les droits d'égalité devant la loi. Dès lors les groupes exclus n'ont cessé de se battre pour l'élargissement de ces droits.

*La citoyenneté politique* est née des luttes du XIX<sup>e</sup> siècle. Elle met l'accent sur les droits de tous à participer à l'exercice du pouvoir politique, que ce soit en tant qu'électeur, candidat ou responsable public. Les femmes, les minorités et les personnes démunies ont mené des luttes acharnées au XX<sup>e</sup> siècle pour obtenir le suffrage universel, que seuls les riches propriétaires masculins détenaient auparavant. Au XXI<sup>e</sup> siècle, dans certains pays, ces luttes sont toujours d'actualité.

*La citoyenneté sociale* est née dans le contexte des inégalités croissantes du XX<sup>e</sup> siècle. Elle met l'accent sur les droits élémentaires et les normes du bien-être économique, culturel et social. Les groupes défavorisés et leurs défenseurs se battent encore aujourd'hui pour faire reconnaître la légitimité de cette vision de la citoyenneté et des droits.

Adapté de T.H. Marshall, *Class, Citizenship, and Social Development*, Westport: Greenwood Press 1973 and Virginia Vargas, *Procesos de Formacion de las Ciudadanias Globales en el Marco de Sociedades Civiles Globales*, Lima Peru, 1999.

### Droits et devoirs du citoyen

Les discussions sur la citoyenneté sont influencées par notre perception des droits et des devoirs des citoyens, ainsi que des rôles et des responsabilités du gouvernement. Les luttes populaires pour la dignité ont fait émerger plusieurs définitions de la citoyenneté qui mettent l'accent sur les différentes dimensions des droits et des devoirs (voir encadré ci-dessus). Cet éventail couvre un champ politique large et suscite des réponses très variées. Certains pensent que si tous les citoyens participaient au processus de prises de décisions, et manifestaient leurs intérêts multiples, cela créerait le désordre. D'autres pensent que la prise en compte de la diversité est le seul moyen d'éviter les conflits qui naîtraient d'un processus d'exclusion des différences.

Nous avons constaté qu'il est important pour les individus d'étudier les rôles et les responsabilités du gouvernement, et d'identifier les domaines dans lesquels le gouvernement et les citoyens ont des responsabilités communes.

L'exercice suivant a été utilisé pour aider les participants à analyser leurs opinions personnelles sur les droits et devoirs du citoyen. Il suscitera probablement des réponses plus concrètes que l'exercice précédent. Ce dernier encourage en effet les participants à analyser les questions générales de bonne citoyenneté et de responsabilité du gouvernement. L'exercice suivant se base sur cette discussion, et fait ressortir les idées sur l'obéissance et le respect pour l'autorité. Il permet également de voir si la conception des droits provient des gouvernements, des citoyens ou des deux à la fois.



## Exercice : Droits et devoirs des citoyens

2

### Objectif

Permettre aux participants de définir les droits et devoirs des citoyens et d'examiner leur évolution.

### Déroulement

(Durée : 1 heure)

1. Divisons les participants en petits groupes. Demandons-leur de réfléchir pour établir deux listes : une pour les droits et une autre pour les devoirs. Nous pouvons commencer l'exercice en parlant de l'évolution du sens du mot citoyen. Par exemple, les devoirs des citoyens étaient traditionnellement associés aux notions du « bien commun » (vote, respect des lois et service militaire en période de guerre). Aujourd'hui, la citoyenneté implique des devoirs élargis.

#### Réponses courantes à la question sur les « droits »

- droits civiques et politiques : liberté d'association, d'expression, de mouvement, de culte
- droit de vote
- droits de propriété
- droit de plaider et de demander des comptes au gouvernement
- droit à l'égalité devant la loi
- droit de s'organiser et de protester
- droit à l'information
- droit à la protection et à un environnement exempt de violences sexuelles ou domestiques

*Certains participants peuvent également citer des droits sociaux et économiques, par exemple :*

- droit à une scolarisation normale
- droit à la santé
- droit à la préférence sexuelle
- droit à un travail avec un salaire décent
- droit à un logement décent
- droit à un environnement propre
- droit à la sécurité alimentaire
- droits relatifs à la santé de la reproduction
- droit au développement

#### Réponses courantes à la question sur les « devoirs »

- être conscient des problèmes sociaux
- prendre part au débat public et à la vie politique, voter
- se sentir concerné par les inégalités et l'injustice, et les combattre
- promouvoir l'action collective
- traiter les autres sans discrimination
- encourager la tolérance et le respect des droits de l'homme dans toutes les relations et institutions
- se joindre aux autres pour exiger l'application des droits

Réponses tirées d'ateliers en Afrique, en Asie et en ex-Union soviétique

2. Après 30 à 45 minutes, demandons aux participants du premier groupe de communiquer leurs définitions à l'ensemble des participants. Pour éviter les répétitions, demandons aux groupes qui suivent le premier de n'ajouter que les éléments nouveaux à la liste commune.
3. Lançons une discussion sur le contenu de la liste. Les questions suivantes peuvent être utilisées pour approfondir la compréhension :
  - Qui décide d'attribuer tel droit à telle personne ?
  - Est-ce que les droits changent ? Si oui, qui les change et comment ?

### Synthèse

L'un des enseignements importants de cette discussion est que la signification de la citoyenneté, et des droits et devoirs des citoyens évolue. Les citoyens, eux-mêmes, jouent un rôle important dans ce changement. Les gouvernements jouent également un rôle dans la détermination des droits des citoyens, et ce rôle semble aussi évoluer. Les droits politiques et civiques importants qui déterminent les libertés fondamentales peuvent ne pas être suffisants pour garantir à chacun les mêmes droits, car dans la réalité les individus ne sont pas tous égaux.

## Citoyenneté et droits : Quelques tensions

Des siècles de lutte et d'évolution du savoir ont conduit en 1948 à l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme par les états membres des Nations unies. Pour beaucoup, au-delà de la simple défense et de la protection de ces droits, il est également nécessaire de développer les droits de l'homme, afin que les personnes défavorisées, qui ont le moins accès aux ressources et aux moyens de protection, soient mieux traitées. En conséquence, de nouveaux droits, tel que le droit à un environnement sain ou le droit à la santé de la reproduction, ont été introduits par le biais d'initiatives nationales et internationales.

Bien que les concepts modernes de la citoyenneté se fondent sur les notions d'égalité et d'universalité, il existe un écart entre la théorie et la réalité, et cet écart est source de tension. Certains militants rejettent en bloc les concepts d'universalité et d'égalité, et nient la validité de toute approche en termes de droits. Ils insistent sur le fait que certaines différences, notamment la race ou le sexe, ne peuvent jamais être conciliées.

D'autres soulignent l'avantage d'utiliser ces droits universels comme des aspirations au changement. En dépit des difficultés, ils soutiennent que le concept de droits universels légitime les combats pour la justice.

C'est au travers de ces tensions sur les différences et l'inégalité que se révèle la lutte pour les droits et la citoyenneté. Les droits ne sont pas simplement conférés aux individus par une autorité supérieure. Ils sont le fruit d'une longue histoire de militantisme politique. C'est à travers ces luttes que les populations exclues peuvent acquérir une véritable conscience de leur rôle de participant et de citoyen.

## Perceptions du pouvoir et stratégies de changement politique

Qu'est ce qui freine, ou au contraire motive les citoyens à s'engager activement dans les processus démocratiques ? Quels sont les besoins des citoyens en termes de compétences et de valeurs ? Et comment pouvons-nous les transmettre à travers nos activités de plaidoyer ?

### La politique identitaire et conséquences

Le combat actuel pour les droits, les responsabilités et la citoyenneté est né en partie des efforts fournis par certains groupes pour lutter contre la discrimination, par l'intermédiaire de ce que les intellectuels appellent « la politique identitaire. » L'identité peut être à la fois individuelle et collective. Chaque individu possède de multiples identités, définies en fonction de la race, du sexe, de la religion, de la classe sociale, de l'âge, de l'ethnie et de l'orientation sexuelle. Dans de nombreuses sociétés, les personnes appartenant à certaines « identités », telles que les minorités ethniques ou raciales, ont été systématiquement exclues. C'est en prenant conscience de leur propre identité et des forces discriminatoires, que ces groupes s'engagent politiquement. Ils expriment leur citoyenneté par l'exercice de leurs droits et par les efforts qu'ils déploient pour les accroître et les faire appliquer.

Si la politique identitaire peut aider à établir des liens politiques de solidarité entre des personnes qui partagent une identité, elle peut en revanche mener à des formes de discriminations qui se focalisent strictement sur les intérêts d'un groupe particulier.

En s'alliant autour de préoccupations communes, les groupes exclus peuvent faire progresser leurs droits plus efficacement, afin de bâtir des sociétés plus ouvertes. En même temps, leurs efforts sont susceptibles de générer de nouvelles idées en termes de pratique politique et de citoyenneté. Celles-ci peuvent à leur tour favoriser l'émergence de nouveaux droits.

Voir Outhwaite, William and Tom Bottomore, eds. *The Blackwell Dictionary of Twentieth-Century Social Thought*. Oxford: Blackwell Publishers, 1993.

## Genre et citoyenneté

Des contributions récentes provenant de groupements féminins et de spécialistes de la question du genre ont élargi le débat sur la citoyenneté. Le principe de *citoyenneté basée sur le genre* utilise les droits et responsabilités des individus tels qu'ils sont définis dans l'arène politique formelle pour les appliquer à toutes les institutions et les relations sociales. Les féministes et les spécialistes de la question soutiennent que les concepts de démocratie, d'égalité et de droits sont aussi importants à l'intérieur du foyer qu'au niveau du pouvoir législatif. Ils étendent les limites du « bien commun » au-delà de la sphère publique pour y intégrer la famille. Ils affirment qu'il est tout aussi important pour un « bon » citoyen de partager les responsabilités relatives à la prise en charge des enfants et des membres âgés de sa famille que de prendre part aux activités publiques. Ils soutiennent que si les hommes assumaient plus de responsabilités en ce qui concerne les tâches domestiques, les femmes seraient plus actives dans le domaine public et dans la vie économique. La contribution des hommes aux tâches domestiques permettrait, par ailleurs, de réduire les problèmes sociaux liés à la négligence des parents. D'après eux, la vie des hommes serait plus équilibrée, ce qui aurait pour effet de faire diminuer les problèmes propres aux hommes, comme les crimes violents. Actuellement, on considère généralement que ce qui se passe dans la sphère privée de la famille n'a aucun rapport avec la citoyenneté. Or pour la femme, la possibilité de devenir citoyenne est souvent déterminée par ce qui se passe dans cette sphère privée.

Voir Maxine Molyneux's *Gender, Citizenship and Democracy: Reflections on Contemporary Debates*, 1997

D'après le Professeur John Gaventa, comprendre la citoyenneté et les compétences du citoyen nécessite une analyse claire du pouvoir. Des points de vue différents sur le pouvoir politique entraînent des réponses divergentes aux questions suivantes : *pourquoi* les citoyens ne prennent-ils pas part à la vie publique ? *De quoi* avons-nous besoin pour bâtir un militantisme citoyen ? John Gaventa s'inspire de contributions apportées par d'autres chercheurs pour nous aider à comprendre comment nos perceptions du processus politique façonnent nos stratégies. Dans le tableau de la page suivante, il compare trois théories alternatives sur le pouvoir politique. Ces théories se recoupent partiellement. Il explique :

« ...la démocratie... n'est pas la même pour tous. D'importantes inégalités en matière de pouvoir et de ressources séparent les riches des pauvres, les puissants des faibles. La réponse à la question « En quoi les compétences des citoyens ... sont-elles décisives pour la construction de la démocratie ? » dépend en partie des réponses que chacun donne aux questions suivantes : « Qu'est-ce que le pouvoir ? Comment affecte-t-il les capacités des citoyens à participer et à agir pour eux-mêmes ? »

« Si nous abordons la question de la citoyenneté avec à l'esprit la première notion de pouvoir, notre priorité sera de développer l'efficacité politique et le plaidoyer pour participer et influencer sur les décisions clés. Si nous

utilisons la deuxième dimension du pouvoir... alors notre attention portera sur l'organisation afin de mettre en place des structures regroupant des citoyens d'origines variées pour surmonter... les obstacles. Il sera alors important de savoir qui participe, et de connaître des méthodes de participation efficaces. Mais si nous donnons aux citoyens les moyens de s'occuper de la troisième dimension du pouvoir, alors les questions de connaissance et de valeurs, et celles qui concernent directement les personnes, deviennent les variables décisives. C'est de cette manière que le développement de la conscience critique devient également une stratégie cruciale.

« ...pour être efficace, la citoyenneté exige de chacun une capacité à se responsabiliser dans tous ces domaines. Cela nécessite des aptitudes en matière de plaidoyer, d'édification et d'organisation de structures durables axées sur les citoyens, la capacité de développer un sens critique et de le renforcer par la culture générale, l'information et les connaissances.

« Dans la pratique, cet exercice s'avère très difficile et des tensions se développent au sein des organisations locales ou entre elles, concernant les priorités à donner. Ceux qui sont « à la table » et qui travaillent avec les détenteurs du pouvoir sur les stratégies de coopération et de collaboration peuvent s'éloigner des groupes perçus comme problématiques parce que remettant en cause la présence de ces « personnes assises à la table ». Les groupes qui cherchent à gagner une campagne locale sur une question spécifique peuvent ne pas souhaiter se concentrer sur la promotion de l'éducation et du leadership, ni débattre sur la question des participants.

Les groupes qui se focalisent sur la promotion du leadership et de l'éducation peuvent ne pas être très compétents pour créer des organisations efficaces ou maîtriser les complexités du processus politique, une fois que leur participation est acquise. Les donateurs dont dépendent bon nombre de ces groupes peuvent encourager une approche plutôt qu'une autre.

« ...La principale difficulté...est...de développer une approche unifiée qui, simultanément, éduque pour éveiller la prise de conscience, mobilise pour inciter à l'action et plaide sur les questions... Une telle approche exige la mise en place de nouveaux réseaux, ainsi qu'une pléiade d'organisations œuvrant dans des secteurs variés et aptes à travailler ensemble sur des objectifs communs. »<sup>9</sup>

Citoyenneté et pouvoir politique				
	COMMENT FONCTIONNE LE POUVOIR POLITIQUE ?	POURQUOI LES CITOYENS NE PARTICIPENT-ILS PAS ?	COMMENT CRÉER LA CITOYENNETÉ ?	LIMITES AUX PROCÉDURES
1 <sup>er</sup> point de vue	Pluraliste ; le pouvoir est le résultat d'une compétition ouverte ; les gagnants et les perdants sont déterminés de manière juste ; la sphère publique est libre et équitable.	Choix individuel ; satisfaits ; indifférents ou manquent d'informations et de compétences.	Formation au plaidoyer ; intérêt public (voir définition dans le chapitre 1) et lobbying avec les médias professionnels et les lobbyistes.	Pas de participation directe du citoyen ; pas de prise en compte des dynamiques du pouvoir, des privilèges et des inégalités ; aucune consultation ni obligation de rendre des comptes à la base.
2 <sup>e</sup> point de vue	Discriminations à l'encontre des démunis ; le pouvoir est maintenu à travers une discrimination et des privilèges généralisés ; besoin d'influence, qualités de négociateur et ressources pour concurrencer et gagner ; pouvoir conflictuel ; limitation à la sphère publique.	Les barrières systémiques imposent aux citoyens de développer des compétences en matière de citoyenneté et d'organisation pour se faire entendre et faire inscrire des questions dans l'agenda des politiques.	Création d'organisations regroupant des citoyens d'origines diverses et élaboration d'alliances pour régler des doléances communes ; utilisation de la force du grand nombre pour accéder à la table des négociations et enregistrer des victoires ; organisateurs pour former des organisations et citoyens leaders.	Dépendance vis-à-vis d'un organisateur externe ; l'accent mis sur l'organisation basée sur les compétences ne tient pas compte des questions de prise de conscience et de valeurs ; acceptation de la politique ; non prise en compte des abus de pouvoir au niveau local ; supposition d'homogénéité des besoins des pauvres et des personnes marginalisées.
3 <sup>e</sup> point de vue	Le pouvoir est maintenu à travers l'idéologie, les valeurs et les barrières institutionnelles au niveau public et privé ; L'hégémonie empêche l'apparition de conflits.	Discriminations institutionnelles associées à une oppression intériorisée ; les pauvres n'ont pas de ressources et sont paralysés par l'autocritique ou le manque d'amour-propre ; la hiérarchie et les privilèges sont justifiés par l'idéologie et la socialisation.	Promotion de la connaissance et de la conscience critique du peuple pour s'opposer aux valeurs dominantes ; valorisation des relations et des structures alternatives ; éducation et analyse comme base de la citoyenneté ; organisation et leadership locaux.	L'accent mis sur la prise de conscience et les réalités locales accorde trop peu d'attention aux compétences et à l'organisation nécessaires pour l'action politique ; besoin d'adapter la compréhension locale aux informations sur les enjeux mondiaux.

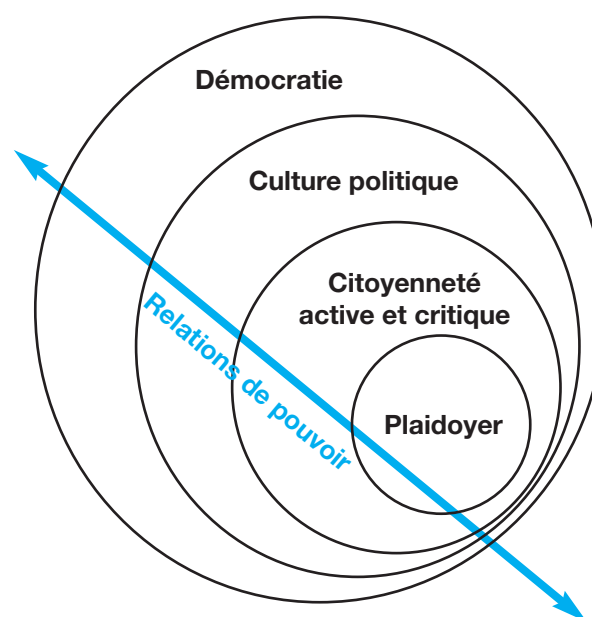
## Transformation des stratégies

Comme le souligne M. Gaventa, il est nécessaire de combiner les trois approches pour ouvrir le processus politique à des voix divergentes. Par exemple, un lobbying talentueux, combiné à une expertise des médias comme mentionnée dans la première approche, peuvent nous être utiles pour influencer un processus politique mondial de plus en plus diffus. D'un autre côté, même si le lobbying peut modifier la politique, il ne change pas les structures ni la culture qui perpétuent l'exclusion. Le lobbying, sans une organisation des citoyens, ne s'attaquera pas aux racines de l'exclusion et de la discrimination qui façonnent le pouvoir.

Le problème avec la deuxième approche est que l'organisation n'a que peu de chances de s'attaquer aux causes sociales et structurelles profondes de l'inégalité. En fait, un certain nombre d'organisations citoyennes imitent ces mêmes modèles de discrimination qu'elles sont censées combattre. Une nouvelle pratique du leadership citoyen requiert une stratégie intégrée impliquant des processus d'éducation participative. Le but est de permettre aux personnes d'analyser leur réalité et d'intérioriser leurs droits de citoyens. Cela exige également la mise en place de nouvelles alliances et organisations démocratiques aptes à travailler ensemble, tout en respectant et en utilisant les différences de chacun.

Le plaidoyer qui a pour but de construire la citoyenneté et de restructurer la culture politique s'inspire largement de la théorie et de la pratique de la participation et de l'éducation populaire. L'approche du Guide vis-à-vis du plaidoyer se concentre plus explicitement sur la question des relations de pouvoir, puisque celles-ci s'expriment à travers les conflits et problèmes sociaux, qu'il s'agisse de la santé reproductive ou du droit à la terre.

Ainsi, au cœur notre approche sur le plaidoyer se trouvent les dynamiques changeantes du pouvoir. Le graphique suivant décrit la vision du Guide sur le plaidoyer, vision dans laquelle la citoyenneté, la culture politique



et la démocratie sont étroitement liées et déterminées par les relations de pouvoir.

Dans le chapitre suivant, nous nous intéresserons de plus près au pouvoir et à l'émancipation. Nous traiterons également de la possibilité de lier l'apprentissage à l'action pour l'émancipation du citoyen. Cette approche fournit une base méthodologique pour le reste du Guide.

## NOTES

- <sup>1</sup> *Democratic Governance in Zimbabwe: Citizen Power*, Africa Community Publishing and Development Trust and the Commonwealth Foundation, Harare, 1999.
- <sup>2</sup> *Public Policy Advocacy: Women for Social Change in the Yugoslav Successor States*, The Star Project, Zagreb, 1998.
- <sup>3</sup> *Dans Marketisation of Governance: Critical Feminist Perspectives from the South*, TAYLOR Vivienne, SADEP/DAWN, 2000.
- <sup>4</sup> Pimbert, Michel and Tom Wakeford, « Overview—Deliberative Democracy and Citizen Empowerment » in *PLA Notes* (Notes on Participatory Learning and Action), International Institute for Environment and Development, February 2001.
- <sup>5</sup> Cornwall, A et Gaventa, J, « Bridging the Gap: Citizenship, Participation and Accountability » in *PLA Notes* (Notes on Participatory Learning and Action), International Institute for Environment and Development, February 2001.
- <sup>6</sup> Ibid.
- <sup>7</sup> Sherry R. Arnstein, *The Journal of the American Institute of Planners*, vol 35, numéro 4, juillet 1969.
- <sup>8</sup> John Gaventa. « Citizen knowledge, citizen competence and democracy building », in Stephen L Elkin, (ed.), *Democracy and Citizen Competence*, Penn State Press, 1998. Previously published in *The Good Society*, 5 (3): 28-35, Automne, 1995.
- <sup>9</sup> Adapted from Gaventa, John. « Citizen knowledge, citizen competence and democracy building », in Stephen L Elkin, (ed.), *Democracy and Citizen Competence*, Penn State Press, 1998.